

# NOUVELLES POLITIQUES NATIONALES ET ETRANGERES.

TROISIEME ANNÉE RÉPUBLICAINE.

PRIMEDI 1<sup>er</sup> Prairial.

(Ere vulgaire)

Mércredi 20 Mai 1795.

*Le Bureau des NOUVELLES POLITIQUES, feuille qui paroît tous les jours, est établi à Paris, rue des MOULINS, n<sup>o</sup>. 500, au coin de la rue THÉRÈSE. Le prix de la Souscription est actuellement de 80 livres par an, de 42 livres pour six mois, et de 22 livres pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être chargées, attendu le grand nombre de celles qui s'égarent, et adressées franches au citoyen CHAS-FONTANILLE, L'abonnement doit toujours commencer le premier de chaque mois (nouveau style).*

## A L L E M A G N E.

*De Francfort, le 8 mai.*

Le nombre des prisonniers qu'on a fait aux Français le 30, est de 6 officiers & 75 soldats. La perte des Allemands est de 30 officiers & 520 soldats, tués ou blessés.

Un corps de troupes autrichiennes, campe sur le revers du Hardemberg, où l'on construit des ouvrages considérables, qui mettront Mayence à l'abri de toute insulte de ce côté là.

M. le comte de Lerbach, ci-devant ministre de l'empereur à la cour de Bavière, a été nommé chancelier d'état & aulique.

On mande de Pologne que les troupes russes ont reçu ordre de se tenir prêtes à marcher au premier ordre.

L'artillerie de siege, partie dernièrement de Vienne, a pris la route de Pless & de Theresienstadt.

La députation de la diete de Mittau, qui a porté à Pétersbourg l'acte de soumission de la Courlande à l'impératrice, a été accueillie avec les plus grandes marques de satisfaction par S. M. I. Le bourgrave de Howen a, dit-on, reçu l'ordre de St.-Alexandre-Newski; les autres membres de la députation ont reçu des cadeaux considérables.

## B E L G I Q U E.

*De Bruxelles, le 26 floréal (15 mai, v. st.)*

Le quartier-général de l'armée de Sambre & Meuse, commandée par le général Jourdan, vient de quitter Bonn, pour être transféré à Andernach. Ce changement a donné lieu à de nouvelles mesures de défenses de la part des généraux républicains, pour empêcher aux Autrichiens le passage du Rhin, qu'ils paroissent définitivement déterminés à tenter. Les français ont établi un camp formidable, entre Andernach & Coblenz, ayant remarqué que l'ennemi rassembloit également, vis-à-vis deux, beaucoup de troupes; un second camp s'étend ensuite, entre ce corps d'armée & celui occupé au siege de Luxembourg, ce qui forme une réunion totale de toute cette

armée, dont la position par échelons, permet à toutes ses parties de se secourir mutuellement, en cas de besoin.

Quant aux approvisionnemens immenses, nécessaires pour la consommation de tant de troupes, depuis la paix avec la Prusse, on les fait venir aisément de Hollande, par le Rhin, & l'armée française n'a jamais éprouvé autant d'abondance qu'en ce moment.

Cependant les préparatifs immenses qui se font sur les deux rives du Rhin, afin de pousser la guerre avec vigueur, & les combats sanglans qui se renouvellent souvent devant Mayence, comme nous l'apprenons ici, par une lettre officielle, datée du quartier-général de l'armée du Rhin à Beringelheim, & écrite par le général Pichegru au commandant de cette ville, le général Ferrand, tout cela n'annonce point une paix prochaine, & les bruits guerriers ont encore une fois succédé aux bruits pacifiques.

Quels que soient les projets du gouvernement français, relativement à ce pays, l'on remarque que l'ordre vient d'être donné de rétablir le port de Nieupoort, en Flandre, & d'en relever les fortifications le plutôt possible. Afin d'accélérer les travaux, une multitude de pionniers, maçons & charpentiers, viennent d'être mis en réquisition, dans toute l'étendue de la Belgique, & ils doivent se rendre d'abord à leur destination.

P. S. L'on assure en ce moment qu'à la suite d'une conférence qui a eu lieu entre un général républicain & un général autrichien près de Coblenz, une suspension d'armes a été faite. Cette nouvelle est trop importante pour y donner légèrement croyance.

Voici la lettre de Pichegru, annoncée ci-dessus :

Du quartier-général de Beringelheim, le 15 floréal, troisieme année républicaine.

*Le général en chef Pichegru, au général Ferrand.*

Je viens de recevoir ta lettre du 2, mon cher ami, où tu me témoignes de l'inquiétude de ne recevoir pas de mes nouvelles, je t'ai cependant écrit de Strasbourg il y a quelques jours.

Pendant mon absence l'ennemi a fait une sortie sur la

gauche de nos ligne , elle a été assez meurtriere ; notre perte va à 600 hommes environ , la sienne doit être à peu-près égale.

Signé, PICHÉRU.  
Pour copie conforme , FERRAND.

F R A N C E .

De Paris , le 30 floréal.

On apprend de Cherbourg , que huit bâtimens ayant appareillé de cette rade sous l'escorte de deux chaloupes canonnières , & faisant voile pour Port-Malo , ont été interceptés par trois frégates anglaises. En vain nos bâtimens se sont jetés à la côte , les Anglais ont mis du monde à terre , & sont parvenus , à l'aide de la marée , à les renflouer , ( les remettre à flot ). Une des chaloucanonnières a été coulée bas , & l'autre prise par l'ennemi , a été conduite avec les huit bâtimens à l'isle d'Aurigny.

Il est question aussi de la dispersion & de l'enlèvement d'un convoi de quarante bâtimens , allant de Bordeaux à Brest sous l'escorte d'une frégate & d'une corvette. On dit que vingt-quatre de ces bâtimens ont été pris , ainsi que la corvette & conduits à Falmouth , & que plusieurs autres ont été jetés à la côte. Il est à désirer que ce dernier événement soit un double emploi du convoi de Cherbourg , dont il est question dans l'article précédent. Il paroît cependant avéré que les frégates anglaises qui croisent sur nos côtes , causent un grand dommage à notre navigation.

Les comités de gouvernement sont positivement instruits qu'il s'est mis en route de Dunkerque pour Paris , de très-nombreux convois de grains & de farines ; on a expédié les chariots & voitures nécessaires pour accélérer l'arrivée de ces subsistances. Il y a aussi de nombreux envois de Marseille en route pour cette commune.

Les carabiniers qui ont quitté Paris , sont allés , dit-on , à Meaux ; une division de gendarmerie vient aussi de partir. S'il faut en croire un bruit assez accrédité , il va être formé un camp au bois de Boulogne , & un second vers Saint-Denis afin d'avoir toujours à portée des secours en état de favoriser l'arrivée des approvisionnements à Paris.

On écrit de Lyon , qu'on y attend un corps de troupes , dont la destination est de mettre un frein aux vengeances particulières , qui poursuivent les auteurs des massacres antérieurs. Il est urgent , dit-on , que les loix seules fassent justice de tous les coupables quelconques , afin de ne pas couvrir , encore une fois , la république de bourreaux & de victimes.

Hier , les monnoies d'or de 24 livres , ont été vendues au-delà de 430 livres , au bureau de l'ajotage du jardin Egalité. La bourse qui sera ouverte aujourd'hui au Louvre , rendra ce commerce à des mesures moins excessives ; mais il est inutile de se flatter que le discrédit cessera rapidement , tandis que le change continuera à baisser dans tous les pays qui avoisinent la république , & qui ont des rapports d'intérêts avec elle ; or , on écrit de Basle , que jamais le change n'y a été si bas , puisqu'il est à 5 & demie. Des spéculateurs prétendent que le bruit d'une prochaine démonétisation d'assignats , a jetté une grande défaveur sur cette monnaie républicaine chez l'étran-

ger , & que c'est sur ce bruit , que dans la Belgique on ne donne plus que 4 livres sur un assignat de 10 livres.

Il est de fait que le discrédit progressif des assignats a fait renchérir hors de toute mesure les subsistances de toute espece & de premiere nécessité à Paris , parce que les gens de la campagne n'y apportent plus autant de denrées qu'auparavant. Ils sont aujourd'hui à peu - près pourvus des marchandises qu'ils avoient à tirer de Paris & ils croient n'avoir plus besoin d'y venir échanger les productions de l'agriculture contre celles des manufactures de l'industrie. C'est un grand art que celui qui oblige les citoyens d'un même état à avoir constamment besoin de se traiter réciproquement par des secours mutuels. Un de nos plus profonds penseurs , a observé que la loi du *maximum* avoit produit le détestable effet d'attiser la haine entre les campagnes & les grandes communes , & qu'à l'abolition de cette tyrannie fiscale , les campagnes n'ont rien eu de plus pressé que de prendre une revanche cruelle des maux qu'on leur avoit fait supporter par ce qu'on appelloit alors les droits de réquisition , de préhension , &c. , droits perçus avec tout l'appareil d'une guerre cruelle par les armées révolutionnaires , contre des citoyens freres & égaux à ceux qui les pilloient & les assassinoient sans miséricorde. Et quel étoit le but unique de cet épouvantable renversement de tous les principes sociaux ? C'étoit la querelle d'une cinquantaine de tyrans , devant lesquels la nation , ses représentans courboient leurs fronts honteux & humiliés.

Il faudroit bien se garder de rappeler ces temps abominables à une nation qui semble rougir de leur souvenir , s'il ne restoit encore une grosse queue de ces tyrans qui se recourbe en replis tortueux pour nous ramener d'une maniere ou d'autre au régime de la terreur , tant que la nation entiere & la grande & très-grande majorité de la convention ne veulent plus que du régime de justice & de l'ordre.

Observons que le troupeau des terroristes semble être frappé lui-même de terreur ; tant il met d'empressement à exagérer les dangers de toutes especes dont il se voit entouré ; dangers qu'il verse tant qu'il peut sur la nation publique elle-même , afin de dissimuler ainsi les dangers rigoureux qu'il médite contre les bons esprits qui peuvent éclairer sur ses attentats ultérieurs contre la liberté.

Voici le tableau des assignats à face royale qui existoient , d'après le compte de la trésorerie nationale , arrêté le 30 ventôse dernier , & dont la démonétisation a été ordonnée.

1°. Assignats de 5 liv. . . . .	620,639,565
2°. Assignats de 25 liv. . . . .	606,808,500
3°. Assignats de 50 liv. . . . .	244,206,550
4°. Assignats de 60 liv. . . . .	40,052,280
5°. Assignats de 70 liv. . . . .	14,728,000
6°. Assignats de 80 liv. . . . .	16,411,000
7°. Assignats de 90 liv. . . . .	17,533,890
8°. Assignats de 100 liv. . . . .	81,685,500

Total des assignats à face de 5 liv. & au-dessus , au 30 ventôse dernier , ci . . . . . 1,642,065,885

Par un décret du 22 , présent mois de floréal , il est décrété que les assignats à face au-dessus de 100 liv. , ci-devant démonétisés , seront reçus

De l'autre part . . . . . 1,642,065,885 liv.  
en paiement de biens nationaux à vendre.

Suivant le même compte du 30 ventôse.

Il y a, 1°. de ces assignats en suspens, dans la caisse, pour..	4,345,281 l.
2°. Démonétisés, qui ne sont pas rentrés, pour . . . . .	18,746,349 l.
Total des assignats de 5 liv. & au-dessus démonétisés par décret du 17 de ce mois . . . . .	23,091,630 liv.
	1,665,157,515 liv.

Nota. — D'après l'affiche du brûlement, il a été brûlé le 19 de ce mois, depuis le 30 ventôse, pour 14 millions d'assignats de toute espece.

D É P A R T E M E N T D E P A R I S .

Du 28 floréal, l'an 5° de la république française, une & indivisible.

Les représentans du peuple membres du comité de salut public, de sûreté générale, des finances & de l'instruction publique, ont arrêté ce qui suit :

Art. 1°. La bourse sera placée au Louvre, dans les salles au rez-de-chaussée qui sont au-dessous de la galerie d'Apollon, jusques & compris le passage qui conduit au jardin du Muséum; l'entrée principale aura lieu par la petite place du Muséum, & le jardin sera ouvert aux citoyens qui se réuniront à la bourse.

II. L'ouverture de la bourse se sera le premier prairial à onze heures du matin.

III. L'inspecteur des bâtimens du Louvre demeure chargé de faire de suite tous les arrangemens & dispositions convenables pour mettre l'emplacement ci-dessus désigné en état de remplir sa destination.

IV. Les tableaux & autres objets dépendans du Muséum, seront transportés dans les salles qui étoient occupées par le grand-conseil & prévôté de l'hôtel.

V. Le public sera instruit par des affiches & les journaux, de l'ouverture de la bourse pour le premier prairial.

VI. L'administration du département de Paris demeurera chargée de l'exécution du présent arrêté.

Signés, Cambacérés, président; Delecloy, Mercier, Gauthier, Johannot, Tallien, Merlin (de Douai), Monnot, Rabaut, Maisse, Mathieu, Laporte, Duzet, Courtois; Bergeon, Pierre Guyomar, & Montmayou.

Pour copie conforme, Signé, Houdoyer, secrétaire général du comité de sûreté générale.

Pour copie conforme, Signé, Dupré, secrétaire-greffier.

Le comité de salut public de la convention nationale.

Ayant été informé qu'un émigré bas-breton, nommé Fournier, s'est introduit en France avec un faux passeport suisse, sous le nom de Lacombe, il invite les procureurs-généraux-syndics & les accusateurs-publiés des départemens, à faire toutes les recherches nécessaires pour découvrir cet homme & le faire punir suivant les loix.

Signés, Merlin, de Douai; F. Aubry, Laporte, Doucet Treilhaud.

On écrit de Strasbourg que le général Lajolay, commandant de cette place, a été dernièrement reconnoître les positions le long du Rhin; il a fait tracer un camp pour un corps d'observation de 600 hommes. On croit que ces environs deviendront avant peu le théâtre d'événemens importans.

Quelques observations.

Le prix des productions commerciales & territoriales doit augmenter par la diminution du luxe.

Lorsque Périclès, d'après les desseins de Phidias, embellissoit Athenes & créoit ces monumens admirables dont la Grece offre encore à l'admiration les modeles & les débris, il prouvoit aux Athéniens mécontents & étonnés d'une dépense aussi prodigieuse, que des 4,000 talens frappés au coin de ce faste national, si fortement décrié par les démagogues de ce tems, n'auroient l'abondance dans le moment & une gloire immortelle pour l'avenir. Les richesses d'Athenes, l'éclat de ses fêtes & la douceur de ses loix avoient porté généralement le luxe à ce point, où il semble plus effrayer par ses dangers que rassurer par ses avantages, ceux qui trouvent qu'il est plus facile d'improver que de réfléchir; & cependant l'entretien d'un soldat athénien coûtoit 90 liv. par campagne; le prix du bled étoit de 5 drachmes par médime (le septier auroit valu 15 liv.); un bœuf coûtoit 80 drachmes (72 liv.); un mouton, 14 liv. 8 s.; un agneau, 10 liv. — Socrate, à cette époque, démontroit à un Jacobin qui rongeoit le piédestal de la statue d'or & d'ivoire de la protectrice d'Athenes, & vouloit renverser son temple, que, grâce à ce luxe qui affectoit si douloureusement sa nivelante politique, il pouvoit vivre heureux & tranquille avec 3 liv. 10 s. par jour; & que, sans le luxe des riches, les sources de l'abondance seroient taries, les pauvres sans ressource & les arts sans encouragement. C'est ainsi que de ces hautes montagnes, qui sans doute n'existeroient pas, si les niveleurs Hérault de Sechelles, St-Just, Robespierre & autres eussent assisté à la création du monde, jaillissent ces ruisseaux qui, dans leurs sinuosités bienfaisantes, fertilisent les vallées; & ces fleuves majestueux dont le cours enrichit le commerce, & dont l'abondance embellit les bords.

Lorsque, dans le dix-septième siècle, la France soutenoit avec gloire une guerre dispendieuse contre plusieurs puissances européennes, elle offroit dans son intérieur le tableau le plus brillant de ce luxe peint si hideusement par les Petilius modernes, & l'abondance étoit générale.

Tout confirme la vérité de cet adage politique : diminuez le faste des riches, vous augmentez l'indigence des pauvres.

L'Espagne, à l'époque de la découverte de l'Amérique, ne fut pas appauvrie par son luxe, mais par sa politique, par la cessation générale du travail & par sa dépopulation. Elle établit un système de persécution & l'indigence en fut le fruit. Elle voulut toucher à la colonne des impôts, & en s'éroulant, elle retomba sur les hommes laborieux & utiles, Elle voulut être conquérante; mais, pour une nation, le projet souvent inutile & toujours dangereux de moissonner dans les champs d'une autre, la conduit bientôt à ne pouvoir plus que glaner dans les siens. L'inculture des terres, la chute des manufactures, le découragement par-tout, furent le résultat malheureux de la funeste politique castillane, & la disette fut générale en Espagne.

Depuis 1304 jusqu'en 1680, on compte en France cinq époques de disettes semblables ; mais elles ne furent ni aussi prolongées, ni aussi affreuses que celle-ci ; la nature & la durée de ces crises calamiteuses ne pouvoient être les mêmes, puisque leurs causes étoient différentes : alors le commerce confié à des hommes instruits par leur intérêt & par l'expérience, mais guidés par cette probité sévère, l'élément, la base & le garant de ses succès, n'étoit pas abandonné aux mains avides & spoliatrices des harpies de l'agiotage, monstres nés des désordres d'une liberté sans mesure & sans loix, & qui s'alimentent de ses malheurs. L'homme riche, tremblant & maudissant les avantages de l'opulence, n'étoit pas obligé, pour se faire un asyle plus sûr, de couvrir de chaume ses palais calomnieusement enviés ; mais il alloit dans la cabane du pauvre, & quoiqu'en habit doré, il osoit être bienfaisant ; enfin, le laboureur assis sur un des bras de sa charrue abandonnée, ne faisoit pas, en lisant la feuille Villageoise, ces rêves de fortune dont l'indigence est le réveil.

Dans un état médiocre, les agriculteurs sont la plus petite portion des citoyens, & ils peuvent tous vouloir être des Manius Curius ; la paix, la guerre, une forme quelconque de gouvernement ne peuvent influer sur l'abondance territoriale ; mais dans un état vaste, que de différences nécessaires s'établissent sous tous les rapports ! Ces observations paroîtront isolées ; mais il me semble qu'elles sont justes, & je voudrois qu'elles fussent utiles. Je n'ai dit que ce qu'on sait déjà ; mais quelquefois il est bon de répéter ce que tout le monde croit savoir.

*Par un vieil hermite des environs.*

#### CONVENTION NATIONALE.

Présidence du citoyen VERNIER, le jeune.

*Séance du 30 floréal.*

Un membre propose que le comité de salut public instruisse la convention chaque jour de la distribution de farine qu'il aura faite pour le lendemain. L'opinant se plaint aussi de ce que la loi qui ordonne que la quantité de farine distribuée à chaque boulanger soit tous les matins affichée à sa porte, reste sans exécution.

Cette loi a été proposée, mais elle n'a pas été adoptée, dit une voix.

Un membre rend compte que les comités de salut public & de sûreté générale ont été assemblés toute la nuit & qu'ils le sont encore : les subsistances sont l'objet dont ils s'occupent. Des commissaires sont chargés de vérifier si les arrêtés du comité ont été exécutés : l'opinant demande donc que la convention ne statue rien qu'elle n'ait entendu le rapport que ses comités doivent lui faire. — Décrété.

La barre est ouverte aux pétitionnaires.

Un citoyen vient dénoncer le représentant Laplanche, pour avoir, à Saint-Lô, dilapidé tous les effets du citoyen Lemonier, dans la maison duquel il avoit été logé pendant que ce dernier étoit en prison. Liège, vins, meubles, argenterie, voitures, titres de propriétés, tout a disparu ; & le citoyen Lemonier, vieillard septuagénaire, est réduit à la plus grande détresse.

Laplanche monte à la tribune : il commence par remer-

cier son dénonciateur de lui avoir fourni les moyens de mettre son innocence dans la plus grande évidence.

Quelques membres demandent le renvoi au comité de législation.

La dénonciation a été solennelle, dit Charles Lacroix.

L'assemblée décrète que Laplanche sera entendu.

Laplanche dit, que des faits énoncés par le pétitionnaire, il n'y en a que deux qui soient à sa connoissance.

Logé dans la maison du citoyen Lemonier, il la trouve remplie de signes de royauté ; il sut que ce citoyen étoit aristocrate & riche ; il sut qu'il avoit caché de l'argenterie dans sa cave : un décret ordonnoit de faire déterrer ces sortes de dépôts cachés & de les confier au profit de la république ; il fit donc, en présence de nombreux témoins, déterrer celle du citoyen Lemonier, la fit peser & l'envoya à la convention : quant à la voiture, il la mit en réquisition pour conduire un officier à Granville, ville qui alors étoit menacée & avoit besoin de prompts secours.

Laplanche lit plusieurs procès-verbaux à l'appui de sa justification.

Un membre dit, que le pétitionnaire qui est à la barre est un intrigant ; qu'il y a plus de trois semaines, il lui avoit annoncé qu'il devoit dénoncer un représentant, mais alors ce n'étoit pas Laplanche.

Plusieurs membres s'empressent de rendre témoignage au civisme & aux autres vertus du pétitionnaire.

Il a été un véritable & constant patriote, dit Delleville ; à la vérité, ce n'étoit pas un homme à bonnet & à pantalon. — On applaudit.

Il a passé sa vie à défendre les opprimés, dit le Hardi ; c'est le citoyen le Vieillard, qui a défendu, & non sans danger, la malheureuse fille Salmon. — La salle retentit d'applaudissemens.

Lacombe, au nom comité de salut public, lit les dépêches venues des armées des Pyrénées.

L'armée des Pyrénées-Orientales a forcé un camp de Espagnols ; tous les effets de campement sont tombés entre nos mains ; l'ennemi a pris la fuite, après avoir perdu 40 hommes qui ont été tués, & 50 qui ont été faits prisonniers ; notre perte est de 5 hommes blessés.

Le représentant du peuple Chaudron-Rousseau écrit de Saint-Sébastien, en date du 22 floréal, qu'aussi-tôt qu'il a eu connoissance du décret de la convention, relatif à la province de Guipuscoa, il a fait assembler les autorités constituées, & leur a fait donner, ainsi qu'au peuple, connoissance du rapport du décret de l'assemblée de l'arrêté du comité de salut public ; il leur a appris que la province étoit réintégrée dans tous ces droits civils & politiques : cette nouvelle a produit les plus heureux effets ; déjà des secours considérables ont été fournis à nos armées : les ordres sont donnés pour poursuivre tous les auteurs des désastres qui ont eu lieu.

Comme la province de Biscaye s'est levée en masse, & qu'il est difficile de communiquer avec elle, le décret n'a pas encore pu y être connu ; mais le représentant a pris des mesures pour qu'il y parvienne au plutôt.

Ces nouvelles sont vivement applaudies ; on en ordonne l'insertion au bulletin.